

ERT SPEED, CUFR CHAMPOLLION, BESCOB, COSTIC ANALYSE SOCIOTECHNIQUE COMPARÉE DES DISPOSITIFS DE RÉDUCTION DES SITUATIONS DE PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE ET CONSTRUCTION DE STRATÉGIES D'INTERVENTION CIBLÉES

14

Equipe de recherche

Marie-Christine Zélem (ERT SPEED, CUFR Champollion, Albi, mandataire commun) Christophe Beslay, Romain Gournet (BESCOB), Marie-Hélène Huzé, René Cyssau (COSTIC)

Périmètre de la recherche

Les dispositifs portés par Prioriterre en Haute-Savoie, notamment le dispositif "Ambassadeurs de l'énergie", l'Action Insertion Energie menée par le Conseil général du Gers, l'Action Energie Précarité menée par le Conseil Général du Tarn, l'opération MDE Maroni en Guyane et le programme Economologie au Québec.

Objectifs de la recherche

La recherche visait à saisir, comprendre et analyser à la fois les situations de précarité énergétique et les dispositifs mis en œuvre pour lutter contre ce phénomène, par une analyse socio-technique comparée des dispositifs mis en œuvre pour réduire la précarité énergétique. Le but était d'analyser les configurations d'acteurs, ce qu'elles induisent sur l'élaboration des actions mises en œuvre, de voir dans quelle mesure les stratégies et compétences respectives peuvent se compléter ou au contraire constituer des limites dans le traitement de la précarité énergétique et d'identifier les conditions d'efficacité des actions menées. Il s'agissait aussi de confronter ces dispositifs à la réalité technique et sociale des situation de précarité énergétique et de comprendre dans quelle mesure ils sont en adéquation avec les besoins des publics concernés. D'un point de vue opérationnel, l'objectif était d'aboutir à la conception d'outils d'intervention, de recom-

mandations techniques à l'usage des industriels, de préconisations méthodologiques pour intervenir auprès des ménages, voire de contenus de formation à destination des professionnels techniques et/ou sociaux.

Éléments méthodologiques

La recherche a comporté trois étapes de travail :

1. L'étude et l'analyse sociotechnique comparée de 5 dispositifs de lutte contre la précarité énergétique: 3 cas français métropolitains (les dispositifs portés par Prioriterre en Haute Savoie, notamment le dispositif "Ambassadeurs de l'énergie", l'Action Insertion Energie menée par le Conseil général du Gers, l'Action Energie Précarité menée par le Conseil général du Tarn), l'opération MDE Maroni en Guyane et le programme Economologie au Québec.

2. Une enquête auprès des publics touchés par les dispositifs étudiés. L'objectif était de caractériser ces ménages du point de vue de leurs

modes de vie, de leurs pratiques énergétiques, de l'état du bâtiment et des équipements, de leur perception de leurs conditions de vie et de logement, de la réception des dispositifs d'aide dont ils ont bénéficié. Plus de 100 entretiens semi-directifs ont été réalisés. 13 diagnostics thermique et énergétique ont été réalisés en France. Ils ont consisté à relever sur site les caractéristiques des bâtiments et des équipements, et les modalités d'usage de l'énergie.

3. Elaboration d'un dispositif d'intervention auprès des ménages en situation de précarité énergétique : un Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Energie.

Bilan dressé par l'équipe

Identification de deux modèles d'intervention :

1. Un modèle d'intervention de masse au Québec et en Guyane, centré sur la sensibilisation aux économies d'énergie et le traitement d'urgence. Ces dispositifs ont

été initiés « par le haut », puis pris en charge par des structures locales, dans une logique de type « top down ».

2. Un modèle d'intervention de fond, sur les terrains métropolitains, orienté sur la recherche d'une résolution durable des situations, avec la prise en charge de petits travaux d'amélioration du logement, voire l'accompagnement sur des programmes de rénovation de l'habitat. Ces dispositifs d'intervention ont été initiés par « le bas », dans une logique de type bottom up, par les travailleurs sociaux et les techniciens de l'action sociale départementale.

Les dispositifs étudiés visent plusieurs finalités qui justifient et donnent sens à une intervention spécialisée sur l'énergie et ciblée sur les ménages en difficultés :

1. Réduire les factures et la charge financière liée à l'énergie dans une approche préventive,
2. Améliorer le confort et la qualité de vie au domicile,
3. Réduire la demande d'énergie et la sollicitation des systèmes de production et de distribution d'énergie.

Les dispositifs ont des objectifs opérationnels multiples :

1. Un objectif pédagogique, faire évoluer les pratiques domestique et les dispositions sociales à la MDE et au respect de l'environnement,

2. Un objectif technique, agir sur le logement et les équipements techniques de l'habitat,

3. Un objectif professionnel, sensibiliser et former les acteurs (travailleurs sociaux, associations, bailleurs sociaux, professionnels du logement, personnels médicaux...),

4. Un objectif sociétal, développer une conscience citoyenne et environnementale.

Le dispositif de réduction de la précarité énergétique proposé (SLIME) articule trois niveaux d'intervention :

1. le niveau « micro » incarné par une Equipe Légère d'Intervention Rapide (ELIR) pour un repérage systématisé et un traitement rapide des situations ;
2. le niveau « méso » renvoie à un traitement à moyen terme (petits travaux) par un Socio Technicien Spécialisé (STS) ;
3. le niveau « macro » renvoie aux dispositifs et aux programmes d'action pour un traitement de fond des situations.

Prolongements

Le SLIME est, depuis 2011, en expérimentation dans le département du Gers. Il est devenu un terme générique et sert de référence à de nombreux dispositifs de réduction de la précarité énergétique. Il est désormais éligible aux Certificats d'économie d'énergie.

— Contact

Marie-Christine ZELEM,
ERT SPEED

zelem@univ-tlse2.fr